

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

*SÉRIE A/B*

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 57

AFFAIRE RELATIVE A L'ADMINISTRATION  
DU PRINCE VON PLESS

(PROROGATION)

---

---

ORDONNANCE DU 4 JUILLET 1933

**1933**

ORDER OF JULY 4th, 1933

---

---

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

*SERIES A./B.*

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 57

CASE CONCERNING THE ADMINISTRATION  
OF THE PRINCE VON PLESS

(PROROGATION)

LEYDE  
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS  
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN  
A. W. SIJTHOFF'S  
PUBLISHING COMPANY

## COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1933.  
Le 4 juillet.  
Rôle général  
nos 49 et 55.

---

ORDONNANCE RENDUE LE 4 JUILLET 1933

---

4 juillet 1933.

AFFAIRE RELATIVE A L'ADMINISTRATION  
DU PRINCE VON PLESS

(PROROGATION)

---

Le Président en fonctions de la Cour permanente de Justice internationale,

Vu l'article 48 du Statut,  
Vu l'article 33 du Règlement,

*Rend l'ordonnance suivante :*

Vu la requête du 18 mai 1932 par laquelle le Gouvernement du Reich allemand a introduit devant la Cour permanente de Justice internationale une instance contre le Gouvernement de la République de Pologne, fondée sur l'allégation d'une violation par le Gouvernement polonais de certaines obligations découlant pour lui de la Convention de Genève du 15 mai 1922, relative à la Haute-Silésie, à l'égard de l'administration du prince von Pless, ressortissant polonais appartenant à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise ;

Vu l'acte déposé au Greffe le 8 octobre 1932, par lequel le Gouvernement de la République polonaise, se référant à l'article 38 du Règlement, a opposé préliminairement à la demande du Gouvernement allemand une exception concluant à ce qu'il plaise à la Cour « déclarer la demande du Gouvernement allemand irrecevable » ;

Vu l'ordonnance du 4 février 1933 par laquelle la Cour a, notamment,

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

ORDER MADE ON JULY 4th, 1933.

---

1933.  
July 4th.  
General List:  
Nos. 49 and 55.

July 4th, 1933.

CASE CONCERNING THE ADMINISTRATION  
OF THE PRINCE VON PLESS.

(PROROGATION.)

---

The Acting President of the Permanent Court of International Justice,

Having regard to Article 48 of the Statute,  
Having regard to Article 33 of the Rules,

*Makes the following Order:*

Having regard to the Application of May 18th, 1932, whereby the Government of the German Reich brought before the Permanent Court of International Justice a suit against the Government of the Republic of Poland, founded on an alleged violation by the Polish Government of certain obligations incumbent upon that Government under the Geneva Convention of May 15th, 1922, concerning Upper Silesia, in regard to the Administration of the Prince von Pless, a Polish national belonging to the German minority in Polish Upper Silesia ;

Having regard to the document filed with the Registry on October 8th, 1932, whereby the Government of the Polish Republic, under Article 38 of the Rules, raised a preliminary objection to the German Government's Application, submitting that the Court should "declare the German Government's Application inadmissible";

Having regard to the Order of February 4th, 1933, whereby the Court, *inter alia*,

fixé au 15 août 1933 l'expiration du délai pour la présentation du Contre-Mémoire quant au fond par le Gouvernement polonais (dispositif, n° 3) ;

décidé, au cas où l'agent du Gouvernement polonais, se fondant sur ce que le Tribunal suprême administratif de Pologne n'aurait pas prononcé, au 1<sup>er</sup> juillet 1933, ses sentences sur les plaintes du prince von Pless des 19, 20 et 26 avril et 9 et 10 mai 1932, demanderait à obtenir (conformément à l'article 33 du Règlement) la prorogation dudit délai, entre autres, de faire droit à cette demande et de fixer de nouveaux délais (dispositif, n° 4) ;

décidé, au cas où l'agent du Gouvernement allemand présenterait, après le 1<sup>er</sup> juillet 1933 et au vu d'une demande éventuelle de prorogation de l'agent du Gouvernement polonais, une demande en fixation de délai fondée sur l'allégation d'un retard non justifié apporté par ledit Tribunal suprême au prononcé desdites sentences et susceptible de porter atteinte à la bonne application des dispositions de la Partie III, titre premier, de la Convention de Genève, et nonobstant la décision formulée au paragraphe précédent, de prendre en considération cette demande, les deux Parties dûment entendues (dispositif, n° 5) ;

Considérant que, par une lettre datée de Varsovie le 29 juin 1933 et enregistrée au Greffe de la Cour le 3 juillet 1933, l'agent du Gouvernement polonais a demandé à la Cour, conformément à l'ordonnance précitée du 4 février 1933, une prorogation du délai pour la présentation du Contre-Mémoire du Gouvernement polonais, jusqu'au 31 décembre 1933 ;

Considérant qu'à l'appui de cette demande l'agent du Gouvernement polonais allègue ce qui suit :

Par décision du 19 juin, le Tribunal suprême administratif a fixé au 16 octobre une audience pour les cinq causes du prince von Pless ; celui-ci a saisi ledit Tribunal, après le 4 février 1933, d'une sixième plainte concernant une question, relative à l'impôt du prince von Pless pour l'année 1930, qui fait l'objet, entre autres, de la requête introduite par le Gouvernement allemand devant la Cour, et cette plainte pourrait, elle aussi, être entendue le 16 octobre ; le Tribunal rend ses sentences dans le mois qui suit les débats oraux ; eu égard au fardeau de travail du Tribunal, « la date fixée par lui ne constitue aucun retard injustifié, apporté au prononcé de ses sentences » ; il y a un avantage certain pour la procédure devant la Cour à ce que le Tribunal se prononce également sur la plainte relative à l'impôt pour l'année 1930 ; la prorogation demandée ne saurait apporter aucun préjudice à la situation du prince de Pless, vu la déclaration du Gouvernement polonais, réitérée le 8 mai, de s'abstenir des mesures coercitives à l'égard du prince de Pless relativement aux impôts sur le revenu pour les années 1925 à 1930 jusqu'à la solution du différend pendant devant la Cour ;

fixed August 15th, 1933, as the date of expiration of the time for the presentation of the Polish Government's Counter-Case on the merits (operative clauses, No. 3);

decided that, should the Agent for the Polish Government ask—in conformity with Article 33 of the Rules—for an extension of this time-limit, amongst others, on the ground that the Supreme Polish Administrative Tribunal had not, by July 1st, 1933, pronounced judgment upon the appeals of the Prince von Pless filed on April 19th, 20th and 26th, and May 9th and 10th, 1932, it would give effect to such request and fix new time-limits (operative clauses, No. 4);

decided that, should the Agent for the German Government, after July 1st, 1933, and having regard to any request for an extension made by the Polish Government's Agent, submit a request for the fixing of time-limits based on the contention that there had been an unwarrantable delay in the delivery of the said decisions by the said Supreme Tribunal, and that this was calculated to prejudice the proper operation of the provisions of Part III, Head I, of the Geneva Convention, it would, notwithstanding the decision recorded in the preceding paragraph, consider such request after duly hearing both Parties (operative clauses, No. 5);

Whereas, by a letter dated at Warsaw on June 29th, 1933, and filed in the Registry of the Court on July 3rd, 1933, the Polish Government's Agent has asked the Court, pursuant to the above-mentioned Order of February 4th, 1933, for an extension of the time-limit for the presentation of the Polish Government's Counter-Case until December 31st, 1933;

Whereas, in support of this request, the Polish Agent submits the following reasons:

By a decision of June 19th, the Supreme Administrative Tribunal has fixed October 16th for the hearing of the five suits of the Prince von Pless; the latter has, since February 4th, 1933, filed with that Tribunal a sixth claim concerning a question relating to the Prince von Pless's taxation for 1930, which, *inter alia*, forms the subject of the Application filed by the German Government with the Court, and this claim could also be heard on October 16th; the Tribunal delivers its judgments in the course of the month following the oral proceedings; in view of the volume of work of the Tribunal, "the date fixed by it does not constitute an unwarrantable delay in rendering its decisions"; it will certainly be of advantage as concerns the proceedings before the Court that the Tribunal should also pass upon the claim respecting the tax for the year 1930; the extension sought cannot prejudice the position of the Prince von Pless, in view of the declaration of the Polish Government, repeated on May 8th, to the effect that it will abstain from any measures of constraint against the Prince von Pless in respect of his income-tax for the years 1925 to 1930 until the dispute pending before the Court has been settled;

Considérant, quoi qu'il en soit, que par son ordonnance du 4 février 1933 la Cour a décidé, par avance, de faire droit à la demande de l'agent du Gouvernement polonais dont elle est maintenant saisie, et de fixer de nouveaux délais ;

#### LE PRÉSIDENT EN FONCTIONS DE LA COUR

fixe comme suit, sous réserve du n° 5 du dispositif de l'ordonnance de la Cour du 4 février 1933<sup>1</sup>, les délais pour le dépôt des Contre-Mémoire, Réplique et Duplique quant au fond dans l'affaire relative à l'administration du prince von Pless, savoir :

pour la présentation du Contre-Mémoire par le Gouvernement polonais, le vendredi 29 décembre 1933 ;

pour la présentation de la Réplique par le Gouvernement allemand, le mercredi 31 janvier 1934 ;

pour la présentation de la Duplique par le Gouvernement polonais, le mercredi 28 février 1934.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le quatre juillet mil neuf cent trente-trois, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront

<sup>1</sup> [Note du Greffier de la Cour.] A l'audience publique tenue le 11 juillet 1933, le Président de la Cour a fait la communication suivante au sujet de l'affaire relative à l'administration du prince von Pless :

« Le 4 février dernier, la Cour avait rendu une ordonnance par laquelle elle avait fixé au 15 août 1933 le délai pour la présentation du Contre-Mémoire par le Gouvernement polonais sous les deux réserves suivantes :

Au cas où le Gouvernement polonais, se fondant sur ce que le Tribunal suprême administratif de Pologne n'aurait pas prononcé, au 1<sup>er</sup> juillet 1933, ses sentences sur les plaintes portées devant lui par le prince von Pless, demanderait la prorogation des délais, il serait fait droit à cette demande (n° 4 du dispositif) ; au cas où, après cette date et au vu d'une demande de prorogation du Gouvernement polonais, le Gouvernement allemand présenterait une demande en fixation de délais fondée sur l'allégation d'un retard non justifié apporté par ledit Tribunal suprême administratif au prononcé de ces sentences, la Cour prendrait cette demande en considération, les deux Parties dûment entendues (n° 5 du dispositif).

Par lettre du 29 juin dernier, l'agent du Gouvernement polonais, se référant à l'ordonnance du 4 février, a prié la Cour de prolonger au 31 décembre prochain le délai dont il s'agit. Le 4 juillet, une ordonnance a été rendue faisant droit à cette demande, sous réserve des droits découlant pour l'agent du Gouvernement allemand du n° 5 du dispositif de l'ordonnance du 4 février. Informé de la demande polonaise et de l'ordonnance de la Cour, l'agent du Gouvernement allemand a fait savoir que le Gouvernement allemand n'avait pas l'intention de formuler la demande prévue au n° 5 du dispositif. Les délais fixés dans l'ordonnance du 4 juillet sont donc devenus définitifs, c'est-à-dire que l'affaire sera en état à partir du mercredi 28 février 1934. »

Whereas, in any event, the Court has decided in advance by its Order of February 4th, 1933, to give effect to the request now submitted by the Agent for the Polish Government and to fix new time-limits;

#### THE ACTING PRESIDENT OF THE COURT

fixes as follows, subject to No. 5 of the operative clauses of the Order of Court of February 4th, 1933<sup>1</sup>, the time-limits for the filing of the Counter-Case, Reply and Rejoinder on the merits in the suit concerning the Administration of the Prince von Pless:

for the filing of the Counter-Case by the Polish Government, Friday, December 29th, 1933;

for the filing of the Reply by the German Government, Wednesday, January 31st, 1934;

for the filing of the Rejoinder by the Polish Government, Wednesday, February 28th, 1934.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this fourth day of July, one thousand nine hundred and thirty-three, in three copies, one of which shall be placed in the archives

---

<sup>1</sup> [Note by the Registrar of the Court.] At the public hearing held on July 11th, 1933, the President of the Court made the following statement with regard to the case concerning the Prince von Pless Administration:

"On February 4th last, the Court issued an Order whereby it fixed August 15th, 1933, as the last date for the presentation of a Counter-Case by the Polish Government subject to the following two reservations:

Should the Polish Government, on the ground that the Supreme Polish Administrative Tribunal had not, by July 1st, 1933, pronounced judgment upon the appeals brought before it by the Prince von Pless, ask for an extension of the time-limits, the Court would give effect to such request (operative clauses, No. 4); should the German Government, after that date, and having regard to any request for an extension by the Polish Government, submit a request for the fixing of time-limits based on the contention that there had been an unwarrantable delay in the delivery of its decisions by the said Supreme Tribunal, the Court would consider such request after duly hearing both Parties (operative clauses, No. 5).

By letter of June 29th last, the Agent of the Polish Government, with reference to the Order of February 4th, asked the Court for an extension of the time-limit in question until December 31st next. On July 4th an Order was made acceding to this request subject to the rights of the Agent of the German Government, under operative clause No. 5 of the Order of February 4th. The Polish request and the Order of Court having been communicated to him, the Agent of the German Government has now stated that the German Government does not intend to make the request provided for in operative clause No. 5. Accordingly, the time-limits fixed in the Order of July 4th are now final, i.e., the case will be ready for hearing on Wednesday, February 28th, 1934."

transmis respectivement au Gouvernement du Reich allemand  
et au Gouvernement de la République polonaise.

Le Président en fonctions de la Cour :

*(Signé)* J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

*(Signé)* Å. HAMMARSKJÖLD.



of the Court and the others transmitted to the Government of the German Reich and to the Government of the Polish Republic respectively.

*(Signed)* J. G. GUERRERO,  
Acting President of the Court.

*(Signed)* Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar of the Court.